

nous rappelle brutalement que rien n'est changé.

De concert avec la grande majorité des membres des Nations Unies, nous avons condamné l'agression soviétique en Hongrie, et en particulier l'enlèvement par les troupes soviétiques de milliers de Hongrois qui ont eu l'audace de se battre pour la liberté de leur pays et son indépendance de la domination étrangère. Il se peut que la désapprobation non équivoque dont ont été l'objet les agissements soviétiques en Hongrie aient pour effet d'améliorer l'attitude des hommes du Kremlin. Cependant, jusqu'ici, l'Union soviétique ne semble pas avoir été bien impressionnée par la condamnation de ses actes aux Nations Unies. Quelle que soit l'énergie avec laquelle nous les avons condamnés, elle n'a même pas prêté l'oreille, se contentant de rire de la proposition.

Je constate que notre Gouvernement ne se vante guère du rôle qu'il a joué aux Nations Unies en vue d'aider la Hongrie. Je ne sais, d'ailleurs, comment il le pourrait. Étant donné les principes qui ont, jusqu'ici, régi notre sécurité dans le monde, nous devrions sans doute comprendre que les intérêts du Canada au Moyen-Orient et en Hongrie sont étroitement liés. L'effort fait par le Royaume-Uni et la France afin de limiter l'expansion soviétique au Moyen-Orient a été entravé par ce que j'estime être la diplomatie inepte des États-Unis dans la crise du canal de Suez. Faut-il s'attendre à ce que, chaque fois qu'une nation qui a le sens de la responsabilité comme le Royaume-Uni ou la France, décide d'agir afin de protéger une zone vitale de l'Occident contre l'influence ou l'agression soviétiques, elle risquera de s'entendre condamnée par les États-Unis et probablement aussi par le Canada? Qui sont donc nos amis, monsieur l'Orateur? A qui faisons-nous confiance? De qui nous méfions-nous? Cela signifierait que nos actes se limiteront désormais à des protestations verbeuses et vides de sens, si l'on veut, exprimées, comme dans le cas de la tragédie hongroise, par l'intermédiaire des Nations Unies, ne laissant ainsi que les dictateurs communistes libres d'agir sans se soucier de nos conseils, de notre avis et de tout pacte des Nations Unies auxquelles ils se targuent cependant d'appartenir.

En ce qui concerne la Hongrie, on nous demande de verser \$100,000 à la Caisse de secours des Nations Unies pour les réfugiés hongrois.

L'hon. M. Harris: Un million.

L'hon. M. Rowe: Cent millions?

L'hon. M. McCann: Un million.

M. Lennard: C'était \$100,000.

[L'hon. M. Rowe.]

L'hon. M. Rowe: C'est un million que j'ai dans mes notes, mais j'ai dit \$100,000 par erreur. Je ne dois sûrement pas minimiser le montant car, au début, on se proposait de verser \$100,000; puis le Gouvernement s'est montré magnanime en proposant d'accorder un million. A mon sens, monsieur l'Orateur, c'est encore un piètre montant, un montant honteusement faible. De fait, si j'avais été le ministre des Finances, j'aurais eu peur de discuter de la différence entre ces deux montants, car le ministre du Commerce a souvent dit: "Qu'est-ce qu'un million, de toute façon?" Je n'aurais pas hésité. Devons-nous supposer que c'est peut-être une somme restituée par remords de conscience, vu qu'on en a changé le montant et qu'elle est versée par le Canada, car nous ne semblons pas avoir pris d'autres mesures véritablement suffisantes et de valeur positive dans la crise qui a affligé la Hongrie au cours des quelques dernières semaines?

Sauf erreur, beaucoup de pays se sont engagés à accepter un nombre déterminé de réfugiés hongrois. Dans notre cas, comment avons-nous consenti à accepter des réfugiés hongrois? Quand on lit la déclaration que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a faite à Winnipeg le 16 novembre, il est évident que les réfugiés hongrois auraient à satisfaire aux exigences assez rigoureuses des règlements canadiens de l'immigration, du point de vue médical, et à convaincre également les inspecteurs-examineurs postés en Autriche qu'ils espèrent raisonnablement pouvoir gagner leur vie dans notre pays. Je ne crois pas nécessaire de m'étendre sur la portée de cette offre. C'est n'offrir qu'une explication des règlements actuels de l'immigration, qui s'appliquent aux Hongrois comme si rien ne s'était passé. J'espère que des voix s'élèveront à la Chambre pour engager le Gouvernement à accepter un groupe important de réfugiés à titre de participation canadienne au soulagement des grandes souffrances du peuple hongrois dans sa noble lutte tendant à libérer son vieux pays. Faire moins que cela serait insulter les Hongrois et mettre tous les Canadiens dans l'embarras, vu que les gens de ce pays-là ont grandement concouru à l'essor de notre jeune patrie.

Des milliers et des milliers de ces braves gens affluent aujourd'hui en Autriche; il s'agit de ceux qui ne sont pas abattus ni décimés par l'armée russe le long de la frontière, ce qui souligne certes la tragédie survenue dans cette région. Il suffit de lire les journaux où l'on trouve des renseignements trop épouvantables pour être répétés ici. Ils devraient être connus de tous.

L'Autriche supplie le monde de l'aider à prendre soin de ces gens. Elle a adressé des appels pour signaler qu'elle ne peut en ac-